

SCOTT, Colin H. (ed.), 2001, *Aboriginal Autonomy and Development in Northern Quebec and Labrador*, Vancouver, UBC Press, 436 pages.

Jean Rousseau

Volume 27, Number 1-2, 2003

Architecture paléoesquimaude
Palaeoeskimo Architecture

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/010825ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/010825ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association Inuksiutiit Katimajit Inc.

ISSN

0701-1008 (print)

1708-5268 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Rousseau, J. (2003). Review of [SCOTT, Colin H. (ed.), 2001, *Aboriginal Autonomy and Development in Northern Quebec and Labrador*, Vancouver, UBC Press, 436 pages.] *Études/Inuit/Studies*, 27(1-2), 545–549. <https://doi.org/10.7202/010825ar>

SCOTT, Colin H. (ed.)

2001 *Aboriginal Autonomy and Development in Northern Quebec and Labrador*, Vancouver, UBC Press, 436 pages.

L'origine de cet ouvrage collectif est liée à la mise sur pied du programme de recherche AGREE (*Aboriginal Government, Resources, Economy and Environment*) en 1991 par des professeurs de l'Université McGill. Ce programme, auquel sont associées d'autres universités et des institutions politiques autochtones, porte sur les pratiques culturelles, territoriales, économiques des peuples autochtones du Nord du Québec et du Labrador qui cherchent à contrer la logique de dépossession et de subordination résultant de leur colonisation. L'influence de ce programme sur ce volume transparait à divers degrés, tant dans les collaborateurs que dans les problématiques qui y sont abordées. Le directeur de l'ouvrage, Colin Scott, mentionne à cet égard qu'on a demandé à tous les auteurs de discuter des stratégies de résistance et des formes de développement mises de l'avant par les communautés autochtones qui visent à retrouver ou bien à préserver leur autonomie gouvernementale. Comme c'est souvent le cas des ouvrages collectifs, cet objectif n'est que partiellement atteint. Certes, l'excellente introduction de Colin Scott — qui présente de façon concise les principaux enjeux liés à une reconnaissance pleine et entière de l'autonomie gouvernementale pour ces peuples autochtones — contribue à bien structurer la problématique du livre. Toutefois, les concepts et les pistes de discussion soulevés dans l'introduction ne sont pas repris par l'ensemble des auteurs.

Ce volume est structuré autour de trois parties distinctes. La première partie porte sur les changements territoriaux qu'ont connus les peuples autochtones du Nord du Québec et du Labrador. Les différentes analyses montrent que leur résistance politique s'est traduite par un affrontement entre deux logiques territoriales s'articulant autour de formes spécifiques de territorialité : une logique de tutelle et de protection de terres ancestrales ancrée sur des pratiques symboliques et économiques vis-à-vis une logique de souveraineté étatique basée sur la propriété du sol et la délimitation de frontières. Malgré l'imposition de cette dernière par les gouvernements, notamment par la réalisation de projets de développement et la signature d'ententes territoriales, les peuples autochtones ont lutté afin de préserver leurs coutumes et pratiques associées à leur occupation de leurs terres ancestrales et de voir reconnaître leurs toponymies. L'analyse de Ludger Müller-Wille sur le processus de désignation du nom Nunavik au cours de laquelle les Inuit ont joué un rôle déterminant ou celle de Sylvie Poirier sur l'histoire des différentes cartographies et géographies culturelles et politiques des Attikamekw sont à cet égard particulièrement éclairantes. L'appropriation des termes de la logique de la territorialité étatique par les peuples autochtones du Nord du Québec et du Labrador les a contraints à transposer leurs luttes sur de nouveaux terrains qui se sont avérés être jusqu'à maintenant peu favorables à la reconnaissance de leurs droits. La discussion de Monica Mulrenam et de Colin Scott sur la reconnaissance des droits sur le littoral dans les trois ententes territoriales (la Convention de la Baie James et du Nord du Québec de 1975, l'Accord définitif du Nunavut de 1993 et la Convention définitive des Inuvialuit de 1984) illustre les difficultés rencontrées par les peuples autochtones qui sont souvent accrues par l'absence de volonté politique réelle de la part des gouvernements.

La deuxième partie porte sur les conflits autour de la réalisation de projets de développement et de la conservation des ressources naturelles. Un changement important des dernières années a été l'ouverture à une participation des peuples autochtones dans la gestion des ressources fauniques et forestières. Bien que cette ouverture constitue une réponse aux revendications des peuples autochtones et ainsi, à une reconnaissance de leurs savoirs, elle ne comporte pas nécessairement un empowerment de ces derniers. L'analyse de Harvey Feit et de Robert Beaulieu sur l'implication des Cris de Waswanipi dans la gestion des ressources forestières révèle que ces derniers se sont alors confrontés à plusieurs enjeux et à de multiples négociations se produisant sur plusieurs niveaux politiques. Les auteurs montrent que les Cris doivent continuellement lutter pour que leurs modèles de développement et leurs savoirs soient pris en considération par les compagnies forestières et les gouvernements dont les intérêts s'arriment difficilement à ceux de petites communautés locales. De plus, cette participation a aussi impliqué des négociations au sein même de la communauté entre ceux qui sont inquiets des répercussions culturelles, écologiques et économiques des coupes de bois et ceux qui insistent sur la création d'emplois découlant des activités forestières, notamment pour les plus jeunes. Par ailleurs, même si la participation des peuples autochtones est institutionnalisée par les conventions, cela ne signifie pas nécessairement que leurs droits seront reconnus de façon pleine et entière. L'analyse de Colin Scott et de Jeremy Webber sur les disputes entourant l'établissement de quotas pour la chasse sportive au caribou dans le cadre du régime de co-gestion des activités de chasse, de pêche et de trappe établi par la Convention de la Baie James montre comment les intérêts des chasseurs et trappeurs autochtones tendent à être très souvent relégués au second plan face à ceux des chasseurs sportifs.

Il faut souligner que les luttes autour de la gestion des ressources sont aussi influencées par des facteurs externes qui peuvent contribuer à complexifier les enjeux en y ajoutant d'autres dimensions. L'analyse de Richard Scott sur le rôle de l'expertise scientifique dans la construction du problème de la contamination des poissons par le mercure et sur ses implications morales à l'égard de la communauté de Chisasibi permet de constater que cette dernière fut à la fois objet d'investigation et contrainte de modifier ses habitudes de consommation de poisson.

La troisième partie du volume porte sur les changements identitaires et politiques au sein des communautés. Ces changements s'effectuent dans un contexte où l'autonomie gouvernementale est plus que jamais perçue comme une étape essentielle à franchir afin de permettre aux communautés autochtones de préserver leurs cultures et modes de vie et de choisir un modèle de développement respectant davantage leurs spécificités. Plusieurs auteurs interprètent ces discussions et ces changements comme faisant partie d'un processus de guérison sociale qui permettrait ainsi de solutionner les problèmes sociaux et économiques. L'analyse de Josée Lavoie sur l'intégration du savoir des sages-femmes inuit dans les structures du système de soins de santé du Nunavik montre toutefois que la route vers l'autodétermination peut être semée d'embûches. Se référant à l'exemple de la communauté de Puvirnituq, elle montre que la reconnaissance du savoir traditionnel des sages-femmes s'est effectuée en intégrant ces dernières au sein des structures existantes. Cependant, ces structures reposent sur un modèle bio-médical qui implique, selon l'auteure, une nouvelle forme de

colonialisme. Il faut aussi souligner l'analyse très riche et stimulante de Catherine James dans cette section qui discute des questions de changements culturels et d'autodétermination en utilisant une perspective critique qui ne verse pas dans un essentialisme culturel. À partir d'une étude de la question de la contraception chez des adolescentes de Chisasibi, l'auteure insiste sur la nécessité de prendre en considération les dimensions différenciées et contingentes de la culture pour en comprendre ces changements. Dans cette perspective, l'autodétermination ne se réduit pas à la préservation d'une culture historique, mais implique plutôt la possibilité de décider collectivement des éléments de la culture qui sont les plus significatifs et éthiquement acceptables pour la majorité des membres de la communauté.

Ce livre se révèle être très intéressant et pertinent pour ceux et celles qui s'intéressent à la question de l'autonomie gouvernementale chez les peuples autochtones du Nord du Québec et du Labrador. Il propose plusieurs analyses très solides, originales et bien documentées. Il permet de voir dans quels termes la question de l'autodétermination est actuellement posée par les peuples autochtones. La conclusion de Colin Scott, dans laquelle il discute des principaux enjeux et défis soulevés par une reconnaissance effective et significative de l'autodétermination des peuples autochtones, montre bien les différentes dimensions de cette question et, du même coup, l'ampleur et la complexité de la tâche à réaliser. Même si ce livre porte sur les Innus, les Cris et les Inuit, les réflexions soulevées dans ce volume ne s'appliquent pas uniquement à ces derniers. L'intérêt pour ce livre est aussi accru par le fait qu'une grande partie des contributions font référence à l'application de la Convention de la Baie James et du Nord Québécois. Quelques analyses présentent le chemin parcouru depuis en matière d'autonomie gouvernementale par les Cris et les Inuit, notamment en ce qui concerne les secteurs de la santé et de la conservation des ressources. Elles jettent un regard sur certaines implications des nouvelles institutions qui ont été créées par la Convention de la Baie James, notamment la mise en place de nouvelles formes de dépendance.

Toutefois, ce livre ne constitue pas en soi une analyse exhaustive de la question de l'autonomie gouvernementale, ni de la question du développement chez les peuples autochtones vivant dans le Nord du Québec et au Labrador. La majorité des analyses discutent de ces questions sur une base locale, c'est-à-dire à partir des changements socio-économiques et institutionnels se produisant au sein des communautés. Ces dernières sont souvent présentées comme un tout homogène où la structuration de l'altérité se construit sur la base des frontières culturelles des communautés. L'une des conséquences de cela est de poser la division autochtone/allochtone comme étant le seul lieu significatif de pouvoir et de reléguer à l'arrière-plan les rapports de pouvoir au sein des communautés autochtones. Cette perspective se rencontre même chez ceux qui discutent de la question des savoirs traditionnels en se référant à une perspective foucauldienne. Par ailleurs, hormis quelques analyses, les facteurs macro-sociologiques et macro-politiques, qui ont pourtant joué un rôle majeur dans la formulation des revendications des peuples autochtones et qui continuent de le faire, sont laissés de côté. Pensons ici au rôle des organisations internationales étatiques et non-étatiques ou bien aux luttes menées par les mouvements sociaux à la fois sur les plans national et

transnational. Même si le gouvernement fédéral et les provinces ont toujours un poids politique déterminant quant à la reconnaissance de l'autodétermination des peuples autochtones, ils ne peuvent être uniquement considérés comme les seuls acteurs significatifs. Il serait intéressant que l'on réfère davantage aux débats soulevés par l'émergence de nouvelles formes mondiales de gouvernance pour les communautés locales. La participation des peuples autochtones au sein du mouvement altermondialiste, notamment lors des rencontres du Forum social de Porto Allegre, nous incite à déplacer notre regard hors du cadre national et à redéfinir la façon dont la question de l'autonomie gouvernementale a été discutée jusqu'ici.

Un deuxième point qui se révèle être fort problématique se rapporte à la notion de guérison sociale à laquelle un bon nombre d'auteurs du volume réfèrent. Cette notion semble reposer implicitement sur les postulats, à savoir que les communautés autochtones seraient dysfonctionnelles de par les nombreux problèmes sociaux et économiques qui les affligent. La guérison des individus serait le prérequis à la guérison des communautés et donc, à leur autonomie et leur autodétermination. Le problème est que la notion de guérison, qui est fortement normative, n'est pas théorisée. Qu'est-ce qu'une communauté malade ou dysfonctionnelle? Qui peut déterminer le début ou la fin de sa guérison? Cette métaphore médicale est appliquée à une communauté dont on présume qu'elle se comporte comme un individu malade. De plus, la perspective de la guérison sociale évacue la dimension politique et collective du processus d'autodétermination. Ce dernier implique, entre autres choses, des luttes et des débats en vue de définir des valeurs et des normes partagées par une majorité tout comme elle passe par la mise en place d'institutions et l'imposition de rapports de pouvoir. Ce processus n'est pas endogène et unidirectionnel. Par ailleurs, cette vision ouvre la voie à un retour des perspectives fonctionnalistes fortement critiquées pour expliquer le changement au sein des communautés autochtones.

Mon dernier commentaire se rapporte à la façon dont est discuté le politique dans plusieurs chapitres. Ce dernier est très souvent confiné aux politiques gouvernementales, aux ententes ainsi qu'aux décisions prises par les Conseils de bande et autres organisations. Il en ressort ainsi une vision très formelle du politique, le limitant aux institutions existantes, aux tables de négociations et aux discours dominants sur l'autonomie gouvernementale. Il aurait été intéressant, par exemple, que la question de l'espace public au sein des communautés autochtones, ou bien celle de la démocratie, soient abordées. Cette vision réductrice du politique est très souvent couplée à un essentialisme stratégique plus ou moins avoué, c'est-à-dire que l'on présente les communautés autochtones comme ayant des différences culturelles qui se sont reproduites et maintenues au fil des siècles et qu'il convient de préserver. Cette association est d'autant plus renforcée que les analyses font très peu de cas des dimensions idéelles du politique et, plus particulièrement, des divers discours et différentes représentations structurant le politique autochtone. Comme le souligne Catherine James dans son excellente analyse, cette perspective essentialiste contribue à associer tout changement à une perte de la culture originelle et donc, à une menace, tendant à reléguer à l'arrière-plan les dimensions contingentes et hétérogènes de toute

forme de changement. De plus, la prédominance de la perspective essentialist empêche aussi de saisir la dimension volontariste de tout processus de changement politique ou, en d'autres termes, de voir les différents choix et stratégies qui s'offrent aux acteurs.

Jean Rousseau
Institut en environnement, développement et société
Université Laval
Pav. De Koninck,
Québec (Québec)
Canada, G1K 7P4
jean.rousseau@fss.ulaval.ca

WACHOWICH, Nancy, in collaboration with Apphia Agalakti AWA, Rhoda Kaukjak KATSAK, and Sandra Pikujak KATSAK
1999 *Saqiyuq, Stories from the Lives of Three Inuit Women*, Montréal and Kingston, McGill-Queen's University Press.

As the hardback edition's dustjacket informs us, Saqiyuq means "strong wind that suddenly shifts direction." Although it is never mentioned by name in the narratives of Apphia Awa, Rhoda Katsak and Sandra Katsak (the grandmother-mother-daughter trio whose life histories form the core of this marvelous book), it is a metaphor that aptly portrays the lives of Inuit born in the last 75 years. Like a wind that changes directions, Nunavut Inuit moved off the land and into government-built settlements beginning in the mid-60s. This move exposed Inuit to a totalizing system of values, rules, and norms espoused by those controlling the settlements, the Qallunaat ("white people").

As if entering a bizarre dream, Inuit almost instantly found themselves trapped (and to some extent, protected) in a deeply foreign system of laws, routines and regulations strictly enforced by a dedicated if not idealistic group of civil servants, missionaries and educators committed to civilizing the Eskimo. Rhoda describes the situation succinctly, "when I [with her family] came off the land the people with the only type of authority were Qallunaat. The teachers were Qallunaat, the principals were Qallunaat, the RCMP were Qallunaat, the administrators were Qallunaat, the nurses were Qallunaat, it was them who told us what to do [...]" (p. 194). I was therefore startled to learn from Sandra, Rhoda's daughter, that since the early 1980s, just two decades after Qallunaat ruled everything in town, most of the teachers in Pond Inlet were now Inuit.

Such a turnaround, unimagineable when Sandra's mother was a young adult, highlights the ongoing transformation of Canadian Arctic society itself, one in which Qallunaat and Inuit share in its development and governance. A new era of Inuit professionalism is in full force now, bolstered by the creation of Nunavut as well as the expansion of numerous for profit and non-profit corporations run by Inuit, including Inuit Tapiriit Katami (ITK), Nunavut Tunngavik Incorporated (NTI), and the numerous regional Inuit associations and business development corporations. But this new phase of Inuit history is not the main focus of this book. Rather, it is the quotidian lives of